

Relance de l'UMA - Aux «frontières» du ridicule

Par Arezki Louni -

L'UMA, ce n'est pas demain la veille...

Il est clair que des défis communs nécessitent, inéluctablement, des solutions communes.

Mise sur cale depuis 1994, l'UMA peine à se relancer. Pour cause, les dernières déclarations du président tunisien Moncef Marzouki, allant jusqu'à annoncer - sans consulter les autres pays membres - la date de la tenue du prochain sommet de l'UMA, n'ont pas manqué d'attiser la polémique. Dans une déclaration rapportée par l'agence de presse saoudienne (SPA), le ministère algérien des Affaires étrangères, démentant indirectement le président tunisien, affirme que «la date de la tenue du sommet de l'Union du Maghreb arabe (UMA) fait, encore, l'objet de consultations et qu'elle ne peut être fixée qu'après la fin du processus préparatoire».

Une précision de taille, qui intervient deux jours après le communiqué officiel de la présidence de la République tunisienne fixant la tenue du sommet de l'UMA, «en principe, pour le 10 octobre 2012 dans la ville de Tabarka, s'il n'y a pas d'objection d'un des pays membres de l'Union». La sortie du président tunisien n'a d'ailleurs pas manqué de susciter les commentaires de la presse tunisienne, qui a critiqué la «bavure» du président Marzouki. Car, l'annonce de la date de la tenue d'un sommet d'une si grande importance est l'aboutissement d'une série de rencontres au niveau des experts qui doivent préparer les grands dossiers qui, à leur tour, seront soumis aux ministres des Affaires étrangères.

Or, M.Marzouki, faisant dans l'amateurisme, ne doit pas ignorer que la tradition veut que la date d'un événement d'une pareille importance, ne doit pas être annoncée avec une aussi grande légèreté.

«Une preuve que la présidence continue à agir selon des pratiques d'une république bananière.» «De quoi a l'air le pouvoir en Tunisie», maintenant, que le gouvernement algérien adresse à notre présidence un camouflet, diplomatiquement, cinglant?» s'interroge le site Business news. D'autant plus que le président Marzouki est allé jusqu'à songer à la mise en place d'une zone franche à El Kef, sans consulter les pays membres.

Aussi, ceux qui demandent la relance de l'UMA savent bien que la conjoncture régionale née des derniers bouleversements politiques ne permet pas la tenue, dans de plus brefs délais, d'un sommet maghrébin. C'est le cas du Premier ministre marocain, Abdelilah Benkirane, qui dans un entretien accordé jeudi au quotidien Attajdid, considère que «tout sommet de l'UMA sera de pure forme, tant que les frontières entre l'Algérie et le Maroc ne seront pas rouvertes».

Ainsi, et après une embellie éphémère, à la faveur de la visite du ministre marocain des Affaires étrangères en Algérie, les relations entre Alger et Rabat se heurtent de nouveau au sempiternel écueil des frontières. «Notre politique vis-à-vis de nos frères algériens est basée sur l'Histoire, les deux peuples sont liés par des relations d'amour et de fraternité. Malheureusement, la direction algérienne a un autre avis (...) mais nous parions sur l'avenir», a-t-il ajouté. Mais, ce que M.Benkirane feint d'ignorer, c'est que c'est son pays qui, en 1994, avait procédé à la fermeture unilatérale des frontières terrestres avec l'Algérie, assortie de l'instauration d'un visa d'entrée pour les ressortissants algériens. A l'époque, des rafles avaient été opérées et des Algériens ont été parqués et reconduits manu militari aux frontières et expulsés. Et une année plus tard, et alors que le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté une résolution en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui, Hassan II annonce le gel des instances de l'UMA, entravant à nos jours le processus d'édification maghrébine. Dix-huit ans plus tard, une approche maghrébine commune, qui prenne en considération les bouleversements intervenus dans la région, s'impose. Les pays membres doivent d'abord identifier les risques qui menacent la sécurité dans la région du Maghreb arabe, définir un concept unifié de ces risques et œuvrer à dégager une vision intégrée et coordonnée pour une coopération maghrébine qui repose sur des bases solides et efficaces. Il est clair que des défis communs nécessitent, inéluctablement, des solutions communes.